



MAÎTRE D'OUVRAGE

Commune de PLOUGONVEN
Place de la Résistance
29640 PLOUGONVEN

Mail : mairie@plougonven.fr
Tél : 02.98.78.64.04

MAÎTRE D'ŒUVRE

A&T OUEST
Parc du Launay
Rue Goarem Pella
29600 MORLAIX

Mail : stephane.mismetti@at-ouest.com
Tél : 02.98.88.97.86

Commune de PLOUGONVEN

PROJET :

Aménagement de la rue Kermorvan à St Eutrope

R. C. Règlement de Consultation

Lot unique : Aménagement de voirie

Procédure adaptée simple en application des articles R2123-1 2123-4
et 2123-5 du Code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres :

Le vendredi 31 mai 2024 à 12 h 00

Article 1. – Identification du Pouvoir Adjudicateur	3
Article 2. - Objet de la consultation	3
2.1. - Objet du marché	3
2.2. - Procédure de passation.....	3
2.3. - Forme du marché	3
Article 3. – DISPOSITIONS GENERALES	3
3.1. - Décomposition du marché.....	3
3.2. - délais d'exécution	4
3.3. - Modalités de paiement	4
3.4. - Forme juridique de l'attributaire.....	4
3.5. - Délai de validité des propositions	4
3.6. – Clauses facultatives (Variantes).....	4
3.7 – Prestations supplémentaire (options)	5
Article 4. - Dossier de consultation	5
4.1. - Contenu du dossier de consultation	5
4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation	5
4.3. - Modification de détail au dossier de consultation	5
Article 5. - Présentation des propositions.....	6
5.1. - Documents à produire	6
5.2. - Langue et unité monétaire.....	7
5.3. - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
5.4 - Copie de sauvegarde :	7
5-5-Négociation.....	8
5-6-Attribution	8
Article 6. - Jugement des propositions.....	8
6-1 Critères de sélection des candidatures :	8
6-2 Critères de sélection des offres :	8
Article 7. - Renseignements complémentaires	10
7.1 - Demande de renseignements	10
7.2 – Visite sur site et/ou consultation sur place	10
Article 8 - Introduction d'un recours	11

ARTICLE 1. – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur :

Commune de PLOUGONVEN

Place de la Résistance

29640 PLOUGONVEN

Mail : mairie@plougonven.fr

Tél : 02.98.78.64.04

ARTICLE 2. - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1. - OBJET DU MARCHÉ

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Aménagement de la rue Kermorvan, à St Eutrope.

A titre indicatif, les prestations seront exécutées :

- Pour la période préparatoire : lundi 15 juillet 2024
- Pour le démarrage travaux : lundi 2 septembre 2024

2.2. - PROCÉDURE DE PASSATION

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles R2123-1, 2123-4 et 2123-5 du Code de la commande publique.

2.3. - FORME DU MARCHÉ

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

ARTICLE 3. – DISPOSITIONS GENERALES

3.1. - DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché est décomposé en 1 lot unique défini comme suit :

Lot n°	Objet du lot
Lot Unique	Aménagement de voirie

3.2. - DÉLAIS D'EXÉCUTION

Lot Unique – Tranche ferme - Aménagement de voirie

Une période de préparation de 3 semaines est prévue à compter de l'ordre de service de démarrage.

Le délai d'exécution des prestations court à compter de l'ordre de service de démarrage correspondant. Il est fixé comme suit (hors période de préparation) :

Période préparatoire	Du 15 juillet au 02 août 2024
Démarrage des travaux	02 septembre 2024
Réception des travaux	15 novembre 2024
Durée des travaux hors période préparatoire	11 semaines (2.5 mois)

3.3. - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

3.4. - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Forme juridique que devra revêtir le groupement : Pas de forme imposée.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

3.5. - DÉLAI DE VALIDITÉ DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3.6. – CLAUSES FACULTATIVES (VARIANTES)

Les variantes encadrées ne sont pas prévues.

Les candidats peuvent présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes sur les éléments de son choix hors modification des géométries et esthétiques d'ouvrage et d'aménagement.

Les concurrents, qui proposent des variantes, présenteront un dossier général « Variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante limitée qu'ils proposent.

Le prix de chaque variante devra être présenté sous la forme d'un acte d'engagement spécifique (numérotée, datée et signée) qui indiquera le prix de cette variante.

En complément, ils fourniront pour expliciter le prix de cette variante, un état des prix forfaitaires, un bordereau des prix unitaires, un détail estimatif, une décomposition des prix forfaitaires, (un sous-détail des prix unitaires),

Ils indiqueront également :

- à titre exceptionnel, les adaptations à apporter éventuellement au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter à chaque variante proposée.

Dans le cas où le candidat proposerait une variante fondée sur une norme étrangère dans les conditions prévues au décret 84-74 du 26 janvier 1984 modifié, il fournira, en langue française, tous les documents permettant d'apprécier l'équivalence avec la norme française homologuée correspondante.

3.7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRE (options)

Le dossier de consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires exigées par l'acheteur.

ARTICLE 4. - DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- ✓ Le règlement de la consultation (R.C.)
- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- ✓ Le bordereau des prix unitaires,
- ✓ Le détail estimatif,
- ✓ Le dossier de plans.
- ✓ Le tableau récapitulatif des Déclaration de travaux avec N° de DT

4.2. - MISE À DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément à l'article 5 du Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, sur le profil acheteur Mégalis Bretagne via l'adresse suivante : <https://www.bretagne-marchespublics.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4.3. - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

ARTICLE 5. - PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

5.1. - DOCUMENTS À PRODUIRE

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature :

- ✓ - La lettre de candidature (DC1) et la déclaration du candidat (DC2)
- ✓ - Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- ✓ - En cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugement(s)
- ✓ - ou le **Document unique de marché européen (DUME)**
- ✓ - ou le formulaire **Marché Public Simplifié (MPS)** sur le profil acheteur

Contenu de l'offre :

- ✓ - L'acte d'engagement et ses annexes
- ✓ - Le CCAP paraphé et signé
- ✓ - Le CCTP paraphé et signé
- ✓ - Le Bordereau des Prix Unitaires
- ✓ - Le Détail Quantitatif Estimatif
- ✓ - Le mémoire technique comprenant les éléments fixés à l'article 6 (critère «valeur technique»)
- ✓ - Le planning d'exécution des travaux

La signature électronique n'est pas obligatoire lors du dépôt de l'offre mais elle sera exigée au candidat retenu.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- ✓ - Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ✓ - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

5.2. - LANGUE ET UNITÉ MONÉTAIRE

Les propositions doivent être rédigées en langue française. Le pouvoir adjudicateur conclura le marché en euro.

5.3. - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Remise des plis par voie électronique :

Les offres électroniques doivent être déposées sur le profil acheteur Mégalis Bretagne via l'adresse <https://www.bretagne-marchespublics.com>

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de l'offre sur la plate-forme par rapport à la date et l'heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre. Le profil d'acheteur ne limite pas la taille de l'offre, mais il est fortement recommandé de ne pas dépasser 40 Mo (pour l'ensemble des pièces déposées).

Il est recommandé de tester le poste informatique, quelques jours avant la date limite de remise, afin de vérifier que les prérequis nécessaires soient installés. A cet effet, les candidats utiliseront la rubrique "se préparer pour répondre" - "tester la configuration". De même, les candidats peuvent réaliser un essai de dépôt d'offre via les menus "se préparer à répondre" et "Consultation de test".

En cas de difficultés, les candidats contacteront le service de support téléphonique au 02 23 48 04 54.

5.4 - COPIE DE SAUVEGARDE :

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

La copie de sauvegarde est une copie de la réponse électronique qui peut être sur support papier ou physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB).

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté portant la mention suivante :

Copie de sauvegarde pour :

Travaux d'aménagement de la rue Kermorvan à St Eutrope
Commune de PLOUGONVEN
Place de la Résistance
29640 PLOUGONVEN
NE PAS OUVRIR

Les fichiers devront être transmis de préférence au format PDF

La copie de sauvegarde qui parviendrait après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que celle parvenue sous enveloppe non cachetée ne pourrait être utilisée, le cas échéant.

Elle doit être identifiée comme telle, pour ne servir que dans les cas où la version transmise par voie électronique ne pourrait être utilisée. Si elle n'est pas utilisée, elle sera détruite par le pouvoir adjudicateur à la fin de la procédure.

5-5-NÉGOCIATION

L'acheteur attend des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres.

La négociation ne sera qu'éventuelle. S'il y a une ou plusieurs séries de négociation, elle se fera par tout moyen (écrit ou oral) et pourra porter sur tous les éléments de l'offre (technique, prix...) avec le ou les meilleurs candidats au vu d'une première analyse des offres. L'acheteur se réserve la possibilité de faire régulariser une offre irrégulière, lors de la négociation.

5-6-ATTRIBUTION

L'acte d'engagement sera signé électroniquement.

Les formats autorisés sont XAdES, CAdES ou **PAdES (format préconisé par la collectivité)**

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique qui impose l'utilisation de certificats de signature, à la norme RGS de niveau ** ou ***. Si le certificat de signature 2* ou 3* est émis par une autorité de certification référencée dans l'une des listes de confiance, aucun justificatif n'est à fournir. Dans le cas contraire, le candidat fournit les justificatifs "Autorité de certification ».

Remettre les documents de leur offre au format PDF (**recommandé**) ou à défaut dans des formats exploitables par le Pouvoir Adjudicateur : XML, DWF, CSV et JPEG.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du contrat qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du Code des assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L.243-1-1 du même code.

ARTICLE 6. - JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Le jugement des propositions sera effectué au moyen des critères suivants :

6-1 CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES :

- ✓ Garanties professionnelles
- ✓ Garanties financières
- ✓ Garanties techniques

6-2 CRITÈRES DE SÉLECTION DES OFFRES :

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

1 - Prix des prestations 60 pts

2 - Valeur technique 30 pts

3 - Délais 10 pts

Pour les offres, les critères pris en compte lors de l'attribution du marché, seront pondérés de la manière suivante :

1) PRIX DES PRESTATIONS : NOTE SUR 60 POINTS

La notation s'effectuera suivant la règle arithmétique suivante : $60 \times [(Pb / P)]$

Avec :

- **Pb** : prix le plus bas.
- **P** : prix de l'offre étudiée.

2) VALEUR TECHNIQUE : NOTE SUR 30 POINTS

La note évalue les dispositions à adopter pour l'exécution des travaux, avec comme critères de notation :

A) Prise en compte des particularités du chantier (observations, remarques, solutions) : **11 pts**

- **3 pts** : Analyse des lieux et conditions d'exécution, spécificités du chantier
- **4 pts** : Plan de phasage des travaux (avec découpage des secteurs et périodes d'interventions par secteur,)
- **4 pts** : Plan de déviations ou d'alternat

B) Impact environnemental du chantier : **10 pts**

- **5 pts** : Distance des approvisionnements (approvisionnement des fournitures et matériaux, mise en décharges des déblais impropres au réemploi)
- **5 pts** : Distance des moyens de production (centrales d'enrobés, centrales à béton, etc. ...)

C) Mesures pour assurer le maintien du chantier en bon ordre : **6 pts**

- **3 pts** : Gestion des riverains
- **3 pts** : Engagements précis sur la propreté du chantier et le nettoyage des voies d'accès

D) Procédures qualité (gestion des contrôles) : **3 pts**

- **3 pts** : Description des contrôles internes et externes prévus par l'entreprise pour ce chantier

3) DELAIS : NOTE SUR 10 POINTS

Le délai maximum pour la réalisation des travaux, sont fixés par le maître d'ouvrage à l'article 3 de l'acte d'engagement. À l'intérieur de ce délai maximum, le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement le délai sur lequel il s'engage.

La notation se fera selon la formule suivante :

Points attribués = $10 \times [D \text{ en semaines} / Do \text{ en semaines}]$

D : délai le plus court

Do : délai de l'offre considérée

Pour établir le classement général, le tableau suivant sera renseigné :

CRITÈRES	POINTS MAXI	ENTREPRISE A	ENTREPRISE B	ENTREPRISE D	ENTREPRISE E
1. Prix	Note sur 60				
2. Valeur technique	Note sur 30				
3. Délais	Note sur 10				
TOTAL (100 pts)					

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre, et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées, et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Cette procédure est opératoire notamment en cas de mise au point, en l'absence de négociation.

Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 7. - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront déposer leurs questions d'ordre administratif ou technique par voies électroniques sur le service de messagerie sécurisé du profil de l'acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.bretagne-marchespublics.com>

Une réponse sera alors adressée, par voie électronique à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 – VISITE SUR SITE ET/OU CONSULTATION SUR PLACE

Préalablement à la remise des offres, le candidat pourra, s'il le souhaite, effectuer librement une visite des lieux, objet de la consultation. Il pourra, le cas échéant, poser toute question via la plateforme <https://www.bretagne-marchespublics.com>.

Cette visite permettra au candidat de prendre connaissance des lieux et des possibles difficultés qu'il pourrait rencontrer. Il ne pourra en aucun cas faire valoir son manque de connaissance du site concerné ou son manque d'information.

ARTICLE 8 - INTRODUCTION D'UN RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal Administratif de RENNES

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28 / Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr